



Débat 2 : « Après la crise sanitaire, sortir de la crise économique »

Contribution de Hippolyte d'Albis, membre du Cercle des Economistes

Nous assistons en ce moment à un magnifique paradoxe : la crise économique qui se dessine est probablement la plus importante que chacun d'entre nous a connu dans sa vie et, pourtant, l'argent public n'a jamais semblé aussi abondant. On se perd dans le décompte des milliards annoncés presque quotidiennement pour telle ou telle action urgente. Ce tourbillon nous ferait presque oublier ce qui constituait depuis des décennies un pilier fondamental de tous les échafaudages de raisonnements économiques : la France rembourse ses dettes. On aura beau avancer que la situation est inédite, que l'inflation est faible, que les taux sont nuls, etc. il n'en reste pas moins que s'endetter est coûteux. Même avant l'échéance du remboursement, il faudra faire avec une moindre confiance en l'euro et une solvabilité dégradée des Etats Européens. Cette crédibilité financière acquise après des décennies d'efforts budgétaires est magnifiquement utile aujourd'hui pour pouvoir faire face à la crise car elle rend les conditions d'emprunt très avantageuses. Mais elle s'effritera et il est fort probable que la prochaine crise sera beaucoup plus difficile à aborder. On ne peut pas faire comme si la situation que nous vivons actuellement ne reproduira plus et que, une fois passée la tempête, tout redeviendra comme avant. Il serait très dommageable qu'après la crise sanitaire devenue économique et sociale suive une crise des dettes souveraines. Et n'oublions pas qu'il ne faut jamais croire que « cette fois, c'est différent ».

Il est dès lors quelque peu inquiétant d'assister à la frénésie qui s'est emparée de tous les secteurs économiques et sociaux afin de réclamer leur part d'un providentiel plan de relance. Il est vrai que la plupart ont de bons arguments. On ne voit pas très bien comment le gouvernement pourrait refuser d'améliorer les conditions d'accueil de l'hôpital public et de renforcer l'effort de recherche scientifique. Mais on ne voit pas non plus comment ne pas soutenir les entreprises, qui sans cette aide, pourraient licencier leurs salariés. Le gouvernement aura déjà fort à faire avec tous ceux qui ne bénéficiaient pas d'un emploi stable au moment de la crise -les précaires, les jeunes- et dont il faudra repenser l'insertion. Il faudra aussi certainement une politique industrielle permettant la relocalisation d'activités stratégiques et le développement de nouvelles technologies. Tous les pays riches mettent en place des soutiens massifs à leur économie ; il serait aberrant que les entreprises françaises soient pénalisées par rapport à leurs partenaires. Enfin, l'état de l'environnement et des écosystèmes, que l'on qualifiait il y a quelques mois à peine comme l'urgence numéro 1, devrait retrouver sa place dans les priorités du gouvernement et de la Commission et bénéficier aussi d'une considération budgétaire. Il faudra pourtant bien convenir qu'il sera difficile de soutenir toutes ces bonnes raisons.

Le confinement a vu ressurgir comme une évidence les notions « d'activités essentielles » et de « personnels prioritaires ». Ces appellations ne sont admissibles que pendant des temps



Les Rencontres Économiques – Aix-en-Seine
3, 4 et 5 Juillet 2020 – July 3,4 & 5
Agir face aux dérèglements du monde
Dealing with world disorders

exceptionnels et très courts car elles ont rapidement des effets délétères dans nos sociétés. Le risque est grand que chaque postulant aux mannes du plan de relance se retrouve à devoir développer une rhétorique cherchant à convaincre qu'il est « essentiel » et donc « prioritaire ». Faire société, c'est au contraire prendre les contraintes des autres en compte et rechercher le consensus qui sert au mieux l'intérêt général. Nous savons tous que ce-n'est-pas-comme-ça-que-ça-se-passe-dans-la-vraie-vie, mais il serait utile et intéressant que les membres du panel présentent leur vision globale de la situation et de ce qui devrait être fait par le gouvernement et les différents acteurs de terrain pour sortir au mieux de la crise économique et sociale qui vient.